

Nétanyahou trébuche et se résout à provoquer de nouvelles élections

Incapable de former une coalition, le premier ministre a dissous mercredi la Knesset élue en avril dernier.

THIERRY OBERLÉ @ThierryOBERLE
CORRESPONDANT A JERUSALEM

ISRAËL La première loi votée par la nouvelle assemblée nationale israélienne aura été la dernière. La Knesset s'est autodissoute à la demande de Benjamin Nétanyahou. Les électeurs qui se sont rendus aux urnes le 9 avril pour élire leurs représentants au Parlement vont devoir retourner dans les bureaux de vote le 17 septembre. Une situation inédite dans l'histoire de l'État hébreu, due à l'incapacité du premier ministre de former un gouvernement de coalition.

Le camouflet est retentissant pour « Bibi ». Le soir du scrutin, qu'il avait gagné sur le fil, il avait en effet évoqué une « victoire formidable ». Sûr de lui et de sa science électorale, il ne semblait pas douter un seul instant d'être en mesure de monter une coalition dont il avait dressé les plans avec minutie lors de l'élaboration des listes en compétition. Un savant dosage de droite ultra-nationaliste et de partis religieux devait, avec l'appui sans faille de son parti, le Likoud, lui permettre de conduire un cinquième mandat et d'échapper aux foudres de la justice qui cherche à l'inculper de corruption. L'assemblée semblait baroque mais il n'en était pas à son coup d'essai. Jus- qu'au bout du délai dont il disposait, les commentateurs israéliens ont cru, comme lui peut-être, qu'il trouverait une solution miracle. Las!

C'est mercredi peu avant minuit que les parlementaires ont ouvert la séance fatidique dans une ambiance d'extrême tension. Crispé, le visage fermé, Benjamin Nétanyahou a voté, comme 74 députés sur 140, en faveur du texte proposé à son initiative par le Likoud. Dans une dernière et désespérée tentative, il avait tenté quelques heures plus tôt de débaucher la gauche travailliste pour pallier la défection du parti laïc et nationaliste de droite Israël Beitenou. Son chef, Avigdor Lieberman, ne voulait pas gouverner avec les représentants des ultraorthodoxes car ils refusent la conscription. Durant le psychodrame nocturne, Avigdor Lieberman s'est en- fermé dans son bureau de la Knesset. Selon une photo publiée dimanche ma-



Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, arrive au Parlement, mercredi à Jérusalem.
YONATAN SINDEL / FLASH90

tin par le quotidien *Yediot Aharonot*, il regardait à la télévision une émission intitulée « Un pays formidable », une satire de la classe politique israélienne dans laquelle il est souvent brocardé.

La dissolution a finalement été votée un peu après minuit par 74 voix contre 45 sous les huées de l'opposition. « *Honte à vous!* », lançaient des députés.

Défenseur de roi

Le premier ministre, qui gouverne sans discontinuer depuis dix ans, doit cet échec à un roc nommé Avigdor Lieberman. Aux dernières élections, il avait besoin en urgence d'une loi d'immunité pour échapper aux juges. Ses partenaires potentiels ont profité des

des suffrages cinq députés. « Bibi » voulait en faire à nouveau son ministre de la Défense, mais le nationaliste laïc a campé sur ses positions sur la question du service militaire. Il entendait le rendre obligatoire pour les étudiants religieux des écoles talmudiques qui bénéficient d'un régime d'exemption. Pas question d'un compromis avec les harédim (littéralement, les « craignant-Dieu »).

« Benjamin Nétanyahou est entré dans les négociations en état de faiblesse en raison de ses déboires judiciaires. Il avait besoin en urgence d'une loi d'immunité pour échapper aux juges. Ses partenaires potentiels ont profité des

circstances pour exercer des chantages en multipliant les exigences. Ils l'ont pressé comme un citron. Il était prêt à céder sur tout car il n'avait pas de plan B », commente le politologue Emmanuel Navon. « Avigdor Lieberman, qui est animé par une volonté de vengeance personnelle, lui a simplement porté le coup de grâce. Il éprouve une haine profonde pour Benjamin Nétanyahou », juge-t-il.

Sans option, Benjamin Nétanyahou a choisi de torpiller la Knesset plutôt que de voir le président Reuven Rivlin désigner une autre personnalité issue de son propre parti pour tenter de résoudre la quadrature du cercle : réunir

une majorité avec le Parlement fraîchement élu. Mais l'organisation de nouvelles élections assombrirait son avenir plus qu'elle ne le dégage. Le premier ministre doit être entendu par le procureur général d'Israël le 2 octobre, une quinzaine de jours seulement après le scrutin, en vue de sa future inculpation pour corruption, fraude et abus de confiance dans trois dossiers distincts. Faute de bénéficier de l'immunité qu'il comptait obtenir de la part de sa majorité parlementaire, il sera pris dans l'état judiciaire. « Avec la dissolution, Benjamin Nétanyahou échange, selon la formule de Shakespeare, son royaume contre un cheval. Il s'est acheté du temps mais il est à la merci de la justice, le début de la fin de son règne vient de commencer », estime Emmanuel Navon.

Selon des sondages, les nouvelles élections pourraient livrer des résultats incertains proches de ceux d'avril, où le Likoud avait été talonné par le parti Bleu et Blanc de l'ex-chef d'état-major des armées, Benny Gantz. Et une fois encore, l'opiniâtre Benjamin Nétanyahou pourrait être le mieux placé pour essayer de former un introuvable gouvernement. Comme en avril, le scrutin de septembre devrait tourner au référendum personnel. En Israël, on prend les mêmes et on recommence. ■

Vers un nouveau report du plan de paix américain

L'Administration américaine avait jugé bon d'attendre la formation d'un gouvernement en Israël et la fin du ramadan pour annoncer en juin son plan de paix pour le Proche-Orient, présenté par Donald Trump comme le « deal du siècle ». La crise politique israélienne devrait logiquement provoquer un nouveau report. La Maison-Blanche juge

en effet que le plan rejeté par avance par la partie palestinienne doit être publié lorsque ses chances de succès seront les meilleures et ne peut être présenté durant une campagne électorale. La conférence de Bahreïn, qui concerne le volet économique de l'initiative américaine, devrait en revanche se tenir comme prévu les 25 et 26 juin. Le conseiller principal

et gendre du président Trump, Jared Kushner, et son envoyé Jason Greenblatt, principaux architectes du plan, ont rencontré dimanche Benjamin Nétanyahou. « Même si nous avons eu un petit incident la nuit dernière, cela ne va pas nous arrêter », a déclaré le premier ministre à l'issue de la réunion. T. O. (A JERUSALEM)

Une crise politique sur fond de querelle religieuse



DÉCRYPTAGE
Thierry Oberlé
toberle@lefigaro.fr

LES AFFRONTEMENTS politiques autour de la loi sur le service militaire obligatoire pour les jeunes des écoles talmudiques témoignent, au-delà des revendications de l'électorat russophone d'Avigdor Lieberman, de l'apreté des clivages entre Israéliens laïques et ultraorthodoxes. L'absence de compromis tient autant à la détermination du chef du parti Israël Beitenou qu'à celle de la fraction la plus dure de la Liste unifiée de la Torah.

Ministre de la Défense en puissance, Avigdor Lieberman entendait imposer à la Knesset un texte sur lequel le Parlement s'était déjà prononcé avant sa

première dissolution. Il vise à faire passer de 3 000 à 7 000 en 2025 le nombre d'appelés issus des yechiva, les écoles talmudiques. Le chiffre pourrait paraître dérisoire par rapport aux enjeux politiques, mais, dans le pays du « peuple en armes », le sujet de la conscription des harédim est rendu sensible par l'expansion de la communauté ultraorthodoxe composée de familles nombreuses.

Seuil critique

Si le droit d'exemption pouvait passer pour un point de détail pour les fondateurs de l'État hébreu du temps où les harédim étaient peu nombreux, ce n'est plus le cas. Actuellement, 72% des jeunes Israéliens effectuent leur service militaire, contre 15% chez les ultraorthodoxes. Selon les projections démographiques, le taux de participation à l'armée devrait chuter à 60% dans

dix ans, un seuil jugé critique par les militaires attachés au concept de l'État-nation combattant.

Plus généralement, les laïques développent une sourde inquiétude de submersion par un groupe replié sur sa pratique religieuse qui représente aujourd'hui 10% de la population. Ils jugent injustes les aides financières que l'État accorde aux membres d'une communauté dont la majorité ne travaille pas pour mieux se consacrer à l'étude des textes sacrés. Le coût grandissant de cette assistance pèse sur les finances publiques. Jérusalem, où les ultraorthodoxes représentent plus de 30% de la population israélienne, est ainsi la seconde ville la plus pauvre du pays et doit faire appel régulièrement à l'État pour joindre les deux bouts.

Les laïques redoutent également des atteintes à leurs propres libertés indivi-

duelles et craignent à terme un « État halachique », c'est-à-dire régi par la loi juive. Des microconflits éclatent autour du respect des règles du shabbat, autour de fêtes à Jérusalem ou sur le fonctionnement des transports municipaux le jour sacré. L'absence de possibilité de mariage civil est un autre sujet de mécontentement.

En défendant ces thématiques, Avigdor Lieberman, qui se situe à l'extrême droite de l'échiquier politique, va-t-il passer pour un héros de la cause laïque ? Rien n'est moins sûr ! « La gauche occupe ce terrain, mais ses préoccupations d'alliance avec les partis religieux la contraignent à la retenue. Avigdor Lieberman peut, lui, revendiquer le créneau, mais il le fait plutôt au nom d'un nationalisme intransigent qu'au nom de la laïcité », analyse le politologue Denis Charbit. ■

EN BREF

Le président autrichien nommé une chancelière

Le président autrichien Alexander Van der Bellen a désigné jeudi la chef de la Cour constitutionnelle, Brigitte Bierlein, comme chancelière par intérim après la démission de Sebastian Kurz.

Hongrie : sept morts dans un naufrage sur le Danube

Sept passagers sont morts et vingt et un étaient portés disparus après le naufrage, jeudi, d'un bateau transportant des touristes sud-coréens sur le Danube à Budapest.

Narendra Modi entame son deuxième mandat

Narendra Modi a prêté serment jeudi pour un deuxième mandat de premier ministre à la tête de l'Inde après son récent triomphe électoral.